

Quelle insertion professionnelle pour les réfugiés syriens en Turquie ?

Selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 414 000 réfugiés syriens étaient recensés en Turquie en juin 2013, dont plus de 200 000 vivent dans des camps de réfugiés¹. Ce chiffre est certainement plus élevé dans la réalité, de nombreuses régions turques n'ayant pas encore enregistré les Syriens vivant hors des camps.

La Turquie a été louée pour la qualité de ses camps, dont certains sont construits en « dur ». Cependant, les dix-sept camps construits par les autorités turques ne suffisent plus à accueillir les flux de réfugiés arrivant quotidiennement. Bien qu'étant à vocation temporaire, il est maintenant admis qu'ils seront appelés à fonctionner sur la durée. Izzet Sahin, coordinateur des relations internationales à l'IHH, association turque de défense des droits de l'homme, explique ainsi que « même si un cessez-le-feu est conclu, même si la Syrie entre dans une nouvelle ère, ces centaines de milliers de personnes ne pourront pas rentrer chez elles, car

il n'y a plus de logements. Il faut mettre en place un plan de cinq ans minimum pour les reloger »².

La situation est d'autant plus préoccupante pour les Syriens présents hors des camps, ceux-ci ne bénéficiant pas d'un accès à un hébergement, au système de santé ou à des possibilités de revenus légaux. Dès lors se pose la question de l'accueil à moyen terme des réfugiés syriens. Celle-ci passe par la nécessité de développer une politique assurant leur survie et leur autonomie, notamment par l'insertion professionnelle.

Une insertion professionnelle non contrôlée

Le 30 janvier 2013, deux travailleurs syriens déplacés meurent dans l'explosion d'une usine à Gaziantep, ville proche de la frontière avec la Syrie. La mort de ces deux Syriens, qui ne possédaient pas de permis de travail, a fait émerger un débat sur la condition des réfugiés syriens en Turquie. De nombreux acteurs locaux

confirment à cette occasion que de plus en plus de Syriens sont amenés à travailler en Turquie afin d'y assurer les conditions de leur survie. Cet état de fait prend racine dans le manque de décision des autorités turques quant à la possibilité d'accorder des permis de travail temporaires à ces réfugiés.

Par cette inaction, l'État turc incite donc indirectement au travail illégal et parfois l'encourage. Ainsi, les autorités ont autorisé les réfugiés du camp d'Islahiye à le quitter de 9 à 17 heures pour participer aux travaux saisonniers de récolte des poivrons rouges. Dès lors, des centaines de réfugiés étaient présents chaque matin devant le camp, attendant d'être recrutés³.

Il est toutefois nécessaire de saluer l'effort déjà entrepris par les autorités turques dans l'accueil des réfugiés syriens, notamment par la mise en place de camps de qualité et l'autorisation accordée aux étudiants syriens réfugiés de reprendre leurs études dans sept universités présentes à proximité de la frontière⁴. L'impact de cette décision risque néanmoins d'être limité du fait de la différence de langue (une minorité de Syriens parlent

turc) et des préjugés de la société turque à l'encontre des étudiants syriens.

La nécessité d'une action de l'État turc

Le travail illégal massif de Syriens en Turquie n'est pourtant pas sans poser de nombreux problèmes, à la fois pour les réfugiés syriens, mais aussi pour la Turquie.

Les personnes ayant fui la Syrie et se trouvant hors des camps sont dans l'obligation de travailler afin d'assurer leur survie. Ils deviennent alors facilement exploitables – ils touchent en moyenne un salaire de sept dollars par jour⁵ – et sont amenés dans la majorité des cas à occuper des postes sous-qualifiés.

À cette première conséquence s'ajoute une autre : l'afflux d'une main d'œuvre précarisée vient déstabiliser l'économie de certaines régions turques, en particulier celles frontalières avec la Syrie. Ainsi, L'exploitation d'une main d'oeuvre syrienne bon marché et sans protection arrange de nombreux employeurs qui la préfèrent à la main d'œuvre locale, ce qui vient modifier les structures de la société turque par une baisse des salaires et une augmentation du chômage.

¹ The Independent, 93,000 killed in Syrian civil war, 13 juin 2013.

² Save the Children, Childhood under fire: the impact of two years of conflict in Syria, 2013.

³ Unicef, Les enfants syriens : génération perdue ?, 2013.

⁴ Channel 4, Syria's women refugees fera sham marriages, 2013.

⁵ Unicef, Shattered lives, juin 2013.